

Lutte contre les mutilations génitales féminines

L'arme de la sensibilisation

La Journée internationale de lutte contre les mutilations génitales féminines a été célébrée le 6 février dernier par la communauté mondiale. Moment privilégié pour rappeler aux politiques et aux populations leurs plus solennelles promesses d'œuvrer à la disparition de ces "agressions physiques" qui touchent ou menacent des centaines de millions de femmes sur la planète. Plus encore, c'est une des rares occasions de redynamiser vigoureusement la sensibilisation à la lutte contre les MGF.

On estime à cent cinquante millions le nombre de femmes dans le monde qui souffrent, tout le long de leur vie, des conséquences physiques et psychiques des mutilations génitales féminines (MGF). Ces violences qui constituent une grave atteinte à l'intégrité de la personne, sont surtout pratiquées dans les pays d'Afrique du Nord-Est et de l'Ouest.

En Égypte et en Somalie, mais aussi en Guinée et au Mali, plus de 90 % des femmes sont excisées. Dans d'autres pays par contre, ces pratiques sont restreintes à des groupes ethniques spécifiques ou à des régions variablement limitées. C'est notamment le cas dans la plupart des pays du Proche-Orient, en Inde, en Indonésie ou en Malaisie. Le milieu rural constitue la zone de prédilection des mutilations génitales féminines, pour des raisons essentiellement liées à des facteurs socioculturels, où l'interprétation abusive de textes religieux et la fidélité aveugle à des coutumes ancestrales, probablement multimillénaires, se combinent à une ignorance chro-

nique des réalités médicales. Cependant, en dépit de fortes résistances rencontrées en plusieurs de ces contrées, il faut noter que, grâce à l'implication de la communauté mondiale, la situation s'est relativement améliorée dans certains pays d'Afrique, comme au Burkina Faso où la proportion de femmes mutilées est passée, en moins de dix ans, de deux tiers à un peu moins de la moitié.

Active au niveau local, l'attention de la communauté internationale n'en reste pas moins soutenue au niveau mondial, comme en témoigne le vigoureux engagement de très nombreuses institutions internationales et organisations civiles dans la journée internationale de lutte contre les mutilations génitales féminines. L'UNICEF ayant rappelé qu'encore trois millions de filles sont, chaque année, excisées, les diverses organisations militantes du monde entier ont fait de la tolérance zéro de l'excision, l'axe thématique de ce 6 février 2008, dans un partenariat renforcé avec les médias. On voit ici combien la sensibilisation est centrale dans les stratégies d'engagement des MGF.

En Mauritanie, la démarche revêt un caractère d'autant plus déterminé que la pratique de l'excision, ancrée dans les traditions depuis la nuit des temps, demeure difficilement réductible, malgré les bonnes résolutions énoncées au niveau local par les communautés les plus touchées. Il faut agir sur tous les leviers possibles. C'est ainsi que la journée "tolérance zéro MGF" a été commémorée par le Ministère

chargé de la Promotion Féminine, de l'Enfance et de la Famille, en partenariat avec l'UNICEF, l'UNFPA et la société civile. Coïncidence heureusement calculée : on lançait, le jour même, la stratégie et le plan d'action national de promotion de l'abandon des MGF, dans une diversification tous azimuts du partenariat où la collaboration active entre imams et médecins est particulièrement remarquable.

La déclaration commune des ulémas et des professionnels de la santé relevant le caractère néfaste des MGF fut un temps fort des festivités où l'on martela combien le taux élevé de prévalence de ces pratiques en Mauritanie, de l'ordre de 65% selon les dernières enquêtes, n'était plus supportable et constituait une véritable plaie nationale.

Christian Skoog, prenant la parole au nom des Agences du Système des Nations Unies, a repris tous les arguments objectifs en faveur de l'élimination des MGF, en insistant sur le grave déni des droits des filles, et a réitéré l'appui inconditionnel de l'UNICEF à cette lutte pour la santé et la liberté. "Face au taux très élevé de mutilations corroboré par le MICS 2007", a-t-il souligné, "des expériences dans la sous-région ont démontré qu'il est possible de changer les choses. Les attitudes sociales ne sont pas immuables et beaucoup de communautés commencent à renoncer à cette pratique nuisible. Il suffit parfois qu'une masse critique de personnes engagées pour l'abandon de cette pratique atteigne le "point de basculement" pour entraîner un changement social dans les communautés".